

Protestation :

Sur votre site, presque tout est en anglais, en tout cas le texte sur lequel on est censé pouvoir s'exprimer. Il me semble pourtant que le français est une langue officielle pour l'Union européenne (ou bien vos propres règlements sont-ils du vent ? on saura s'en souvenir). C'est d'autant plus injustifiable que le Royaume-Uni a quitté l'UE.

Faute de pouvoir me documenter dans ma langue maternelle, comme des dizaines de millions de citoyens, je considère que toute décision à venir des instances qui pratiquent cette opacité volontaire est entachée d'un biais anti-démocratique. Qu'est-ce que c'est que ces instances soi-disant européennes qui imposent le sabir d'outre-Atlantique pour mieux enfumer les peuples auxquels elles prétendent imposer leur réglementation tatillonne ?

Ce que je comprends, à travers les mesures envisagées à l'égard des blockchains, c'est que les cryptos qui fonctionnent et que les gens adoptent massivement font une concurrence très désagréable au projet de mainmise sur toute l'activité financière y compris quotidienne de tout un chacun. L'Europe des technocrates veut petit à petit en finir avec la monnaie sonnante et trébuchante que les gens dépensent mal, — car librement.

D'après ce qui se dit sur les médias cryptos (que je suis bien obligé de croire faute d'avoir accès à une documentation lisible), le projet est articulé de façon à rendre à peu près impossible l'usage des principales cryptos en Europe, ou en tout cas de les brider au maximum, avec un règlement qui d'ailleurs se contredit très largement, ce qui ne nous surprend guère d'un texte européen (cf. la constitution qui nous a été imposée autoritairement malgré un référendum perdu, texte contradictoire au possible et qui permet toutes les interprétations).

Je vais quand même donner mon opinion, à l'emporte-pièce faute d'avoir les éléments intelligibles pour nuancer ou affiner : Ce qui se prépare à travers « l'euro numérique » n'est rien de moins que la confiscation totale de la liberté de tous, la surveillance des moindres dépenses de chacun, et un pas de plus vers un totalitarisme bien-pensant. Aujourd'hui on prétend lutter contre le blanchiment d'argent (quand les plus hautes instances politiques sont corrompues), demain le pouvoir fédéral non élu trouvera à redire sur mes dépenses pour acheter du gasoil, du tabac, de l'alcool, de la viande, des livres qui n'ont pas l'onction du camp du Bien, et m'octroiera de force un ticket d'achat de patins à roulettes en échange des cyber-euros avec lesquels je comptais acheter un billet d'avion.

Staline en a rêvé, Bruxelles le fait en catimini. Vous avez dit Orwell ?

Pendant que Bruxelles s'échine à serrer la vis à ses administrés, Washington fait résolument un grand bond en avant dans la finance du futur (combinant blockchain et finance classique), Pékin développe tambour battant des solutions IA et des industries tous azimuts, l'Inde s'éveille à son tour et se découvre de grandes ambitions, l'Afrique même s'ébroue et se cherche un avenir.

Et pendant ce temps, Bruxelles, infatigablement, régleme et sur-régule, ratiocinant sur la longueur et le diamètre des bâtons qu'elle compte mettre dans les roues de sa propre économie moribonde.

Bien entendu, vous ne tiendrez aucun compte de ce texte que vous n'aurez probablement pas lu, à moins qu'une IA se charge de me faire une réponse automatique lénifiante, mais vous ne pourrez pas me dire que je ne me suis pas exprimé quand je me rebifferai contre le cauchemar que vous ourdissez.